



**MARCHE PUBLIC**  
**MNS 202504**  
**ENTRETIEN DES LOCAUX**

**Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**

**Objet de la consultation**

Le présent marché a pour objectif de déterminer le choix d'une société pour l'entretien des locaux du Musée National du Sport.

La consultation est passée selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L21241, R21242 et R21612 à R21615 du Code de la Commande Publique.

**Pouvoir adjudicateur**

Musée National du Sport  
6, allée Camille Muffat  
Stade Allianz Riviera  
06200 Nice

**Représentant du pouvoir adjudicateur :**

Madame la directrice générale du Musée National du Sport

**Comptable assignataire :**

Monsieur l'agent comptable du Musée National du Sport

**Date limite de remise des offres**

Date : Vendredi 10 octobre 2025

Heure : 12 heures

## Sommaire

PREAMBULE .....	3
DEFINITIONS .....	3
ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....	3
ARTICLE 2. PROCÉDURE.....	5
ARTICLE 3. FORME DU MARCHÉ FRACTIONNEMENT .....	5
ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION .....	5
ARTICLE 8. CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ.....	10
ARTICLE 9. PRIX .....	11
ARTICLE 10. CAUTIONNEMENT ET GARANTIE .....	13
ARTICLE 11. AVANCE.....	13
ARTICLE 12. NANTISSEMENT ET CÉSSION DE CRÉANCE .....	13
ARTICLE 13. FACTURATION ET PAIEMENT .....	13
ARTICLE 14. MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ .....	15
ARTICLE 15. PLAN DE PRÉVENTION HYGIÈNE ET SÉCURITÉ .....	16
ARTICLE 16. DÉVELOPPEMENT DURABLE – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE .....	17
ARTICLE 17. SÉCURITÉ DES BIENS ET DES MATÉRIELS .....	17
ARTICLE 18. SERVICE MINIMAL EN CAS D'ARRÊT DE TRAVAIL.....	18
ARTICLE 19. PLAN ASSURANCE QUALITÉ (PAQ) .....	18
ARTICLE 20. OBLIGATION DE CONSEIL ET D'INFORMATION .....	18
ARTICLE 21. RÉUNIONS, COMPTES RENDUS ET RAPPORTS .....	19
ARTICLE 22. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS .....	19
ARTICLE 23. PÉNALITÉS .....	20
ARTICLE 24. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DES RÉSULTATS DU MARCHÉ .....	20
ARTICLE 25. CHANGEMENTS AFFECTANT L'OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE .....	21
ARTICLE 26. RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES .....	21
ARTICLE 27. LANGUE – NOTIFICATION – COMPUTATION DES DÉLAIS.....	22
ARTICLE 28. FORME DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS .....	22
ARTICLE 29. RÉSILIATION DU MARCHÉ .....	22
ARTICLE 30. DÉMOBILISATION.....	22
ARTICLE 31. LITIGES ET CONTENTIEUX .....	22
ARTICLE 32. DÉROGATIONS AU CCAG-FCS .....	22

## PREAMBULE

Le Musée National du Sport est implanté depuis juin 2014 à Nice, dans le stade Allianz Riviera. Labellisé « musée de France », le Musée National du Sport est l'institution de référence dédiée à la préservation et à la valorisation du patrimoine sportif français. Fort d'un patrimoine riche et diversifié, le Musée National du Sport conserve précieusement près de 50 000 objets et 400 000 documents qui témoignent de l'histoire du sport et de ses acteurs. Ces collections exceptionnelles, allant des équipements sportifs emblématiques aux archives inédites, en passant par les œuvres d'art et les récompenses, offrent un regard unique et passionnant sur l'évolution des pratiques sportives, les exploits des athlètes et l'impact du sport sur la société. Consacré aux sports dans toutes leurs diversités, le Musée National du Sport s'adresse à tous.

Le Musée National du Sport est un établissement public administratif recevant du public de type Y

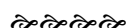
Il souhaite assurer la gestion du service nettoyage dans le cadre d'un marché d'entretien des locaux.

Les objectifs du présent marché sont de préserver également la conservation des collections, et de garantir une qualité du service rendu aux visiteurs et occupants.

## DEFINITIONS

Au sens du présent document :

- le "pouvoir adjudicateur" est la personne morale qui conclut le marché avec le **Titulaire**.  
Le pouvoir adjudicateur est l'Établissement Public du Musée National du Sport.  
Le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) est Madame la Directrice Générale.
- le "**Titulaire**" est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur.  
En cas de groupement d'opérateurs économiques, le "**Titulaire**" désigne le groupement.



## ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1 Objet du marché

Le marché a pour objet la gestion du service nettoyage des locaux du Musée National du Sport situés Stade Allianz Riviera – 6 Allée Camille Muffat – 06200 NICE.

Les prestations du marché comportent :

- Le pilotage des prestations faisant l'objet du marché (assistance opérationnelle à la gestion administrative et financière du bâtiment, expertise, conseil et préconisation, organisation, pilotage et suivi des prestations)
- Les prestations de services aux bâtiments et aux occupants (entretien des locaux)

Ces prestations sont réalisées sur l'intégralité des locaux (réserves, espaces d'exposition et espaces administratifs).

Le **Titulaire** est tenu à une obligation de résultat.

Le présent marché est à prix mixtes. Il est conclu :

pour partie, à prix forfaitaire (prestations décrites dans le CCTP et ses annexes).  
et pour partie, à prix unitaires : pour les prestations associées ponctuelles et/ou exceptionnelles.

➤ **Partie forfaitaire :**

Le **Titulaire** du marché assure les prestations d'entretien du bâtiment (incluant les consommables), le traitement des déchets et l'organisation et la gestion des prestations.

Le Musée est ouvert du mardi au dimanche pendant la période d'hivernale (de janvier à mai et de septembre à décembre de 10h00 à 17h00) et du lundi au dimanche pendant la période estivale (de juin à août de 10h00 à 18h00).

**\*Exceptions : 1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> mai, 25 décembre**

En fonction de la période pendant laquelle le musée est fermé un lundi, si un jour férié coïncide avec ce jour, la présence des agents du **Titulaire** ne sera pas nécessaire., sauf demande expresse.

Il est souhaité une présence des agents à 8h30. Le musée se réserve la possibilité de modifier ces horaires. Il en informera le Titulaire au plus tard 24 heures avant.

Les prestations décrites dans le CCTP et ses annexes font l'objet d'une décomposition de prix global et forfaitaire (DPGF) annexée à l'acte d'engagement.

➤ **Partie unitaire – à bons de commande :**

Ces prestations concernent principalement des services de renfort pour faire face à des situations ponctuelles programmées, notamment (liste non exhaustive) :

Des manifestations culturelles, des conférences,  
Des manifestations sportives,  
Des réceptions, des colloques, des séminaires,

Elles sont commandées par le pouvoir adjudicateur 24 heures minimum avant le démarrage de la prestation ponctuelle.

Les prestations décrites dans le CCTP et ses annexes font l'objet d'un bordereau des prix unitaires (BPU) annexée à l'acte d'engagement.

➤ De plus, des prestations exceptionnelles sont destinées à faire face à **des événements imprévisibles** découlant de cas de force majeure ou assimilés.

Il peut s'agir par exemple, en semaine tout comme le weekend ou un jour férié, d'une intervention liée à une dégradation, ou désagrément, au sein de l'établissement ou de ses abords.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont définies dans les annexes 1et 2 du CCTP.

Elles sont commandées par le pouvoir adjudicateur entre 24 heures, le plus fréquemment, et le jour même occasionnellement avant le démarrage de la prestation exceptionnelle.

Les devis comme les factures font clairement apparaître le détail des prestations et des tarifs.  
La gestion du stock est assurée par le **Titulaire**, il l'adapte en nature et volume pour répondre à

tout moment à son obligation de résultat.

## **ARTICLE 2. PROCEDURE**

La consultation est passée selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L21241, R21242 et R21612 à R21615 du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'un marché de services soumis au Cahier des clauses administratives générales relatif aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAGFCS).

## **ARTICLE 3. FORME DU MARCHE - FRACTIONNEMENT**

### **3.1 Forme du marché**

Il s'agit d'un marché mixte forfaitaire et à bons de commandes ; Il est conclu, pour partie, à prix forfaitaires et pour partie, à prix unitaires, sans montant minimum, ni montant maximum annuel.

### **3.2 Fractionnement du marché en bons de commande**

La consultation ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots. Les prestations donneront lieu à un marché unique.

Les prestations du marché sont exécutées par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins. Chaque bon de commande précise celles des prestations décrites dans le marché dont l'exécution est demandée. Il en détermine la quantité.

Le marché sera conclu avec **un seul opérateur économique**.

Le montant annuel de la partie forfaitaire HT est fixé à l'acte d'engagement.

Pour les prestations associées ponctuelles et/ou exceptionnelles, il s'agit d'un marché à bons de commande sans montant minimum ni montant maximum sur l'ensemble du marché.

### **3.3 Modifications du périmètre des prestations à exécuter**

En cas de variation des surfaces indiquées en annexe 1.2 du CCTP, les modifications de prestations et de prix sont prises en compte par voie d'avenant, dès lors que ces variations représentent 5% des surfaces (en plus ou en moins).

Dans tous les cas, le **Titulaire** est informé de ces variations avec un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION**

### **4.1 Durée du marché**

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG FCS, la date prévisionnelle de démarrage des prestations du marché est prévue le 18 novembre 2025.

Il est conclu pour une durée initiale d'un (1) an à compter de cette date. Il sera renouvelé par tacite reconduction trois (3) fois par période de 12 mois, sans que sa durée initiale ne puisse excéder quatre (4) ans.

Le marché pourra être dénoncé annuellement par l'une ou l'autre des parties contractantes, par lettre recommandée avec accusé de réception sous respect d'un préavis de deux (2) mois avant la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

En cas de non-reconduction du marché, le pouvoir adjudicateur adresse une décision de non-reconduction au **Titulaire** deux (2) mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre. Le **Titulaire** ne peut s'opposer à cette décision.

Le Musée National du Sport peut émettre des bons de commande pendant toute la durée de validité du marché. Les bons de commandes notifiés pendant la période de validité sont à exécuter jusqu'à leur terme.

Une phase de prise en charge du marché préalable au démarrage du contrat est envisagée à partir de la notification.

#### **4.2 Prolongation des délais d'exécution**

Les stipulations de l'article 13.3 du CCAGFCS sont seules applicables.

En cas de demande de prolongation de délai dans les conditions définies à l'article 13.3.3 du CCAG FCS, en complément de ces dispositions, il est précisé que le silence du pouvoir adjudicateur sur la demande de prolongation dans le délai prévu à cet article vaut rejet de la demande.

#### **4.3 Modification du marché**

L'accord-cadre peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 21941 à R. 219410 du Code de la commande publique.

#### **4.4 Clauses de réexamen**

Le marché pourra en outre être modifié en application de clauses de réexamen, conformément à l'article R 21941 du Code de la Commande Publique.

Ces clauses de réexamen portent sur :

- La durée d'exécution du marché ;

- Le transfert du contrat auprès d'un nouveau titulaire, sous réserve que l'établissement ait préalablement donné son accord exprès sur ce transfert ;

- Des prestations nouvelles et complémentaires avec l'objet du marché.

La mise en œuvre de ces clauses de réexamen est à l'initiative du pouvoir adjudicateur. Leur application fera l'objet d'un avenant.

#### **4.5. Lieu d'exécution des prestations**

##### **MUSÉE NATIONAL DU SPORT**

Stade Allianz Riviera

6 Allée Camille Muffat

06200 NICE

L'interlocuteur du **Titulaire**, référent du Musée National du Sport, pour l'exécution de ce marché est :

Madame Gracete MONTEIRO, Responsable du bâtiment

En l'absence, le **Titulaire**, prendra l'attache du secrétaire général.

## ARTICLE 5. MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DU DROIT DU TRAVAIL

Le **Titulaire** respectera le cadre fixé par la réglementation en vigueur concernant l'emploi de personnels de nationalité étrangère.

Il s'engage à vérifier que les personnels sont compétents pour le travail demandé.

Le titulaire s'engage à présenter des personnels ayant subi les contrôles de la Médecine du Travail.

Il s'engage à fournir aux services du Musée National du Sport, avant le commencement des prestations ainsi qu'à chaque changement de personnel, le nombre, le nom et la qualification des intervenants chargés de l'exécution des prestations. Les services du Musée National du Sport se réservent alors le droit de demander le remplacement de personnel sans que le **Titulaire** du marché ne puisse se prévaloir d'aucun droit.

Le **Titulaire** est tenu de se conformer à la réglementation en vigueur en matière de conditions de travail ainsi qu'en matière de salaires, indemnités et primes de toute nature, sans que cette obligation entraîne une modification des prix du présent marché.

## ARTICLE 6. CLAUSE DE REPRISE DE PERSONNEL

L'ensemble du personnel actuellement affecté aux prestations devra être repris par le **Titulaire** du marché dans les mêmes conditions salariales.

### 6.1 Présentation du personnel à reprendre

La désignation des agents actuellement en charge des missions est indiquée à l'article 7.2.1 du CCTP. Le **Titulaire** a l'obligation de proposer à ces agents, un contrat de travail reprenant leurs fonctions et leur rémunération.

Pour l'année 2024, la part du coût du personnel affecté au marché s'est élevé à 34 291.70 euros (masse salariale brute) pour un nombre de 2511,84 heures annuelles (209.22 heures mensuelles) sur le marché d'entretien des locaux du Musée National du Sport.

Pour des raisons de confidentialité, le détail du coût du personnel sera communiqué aux candidats qui en feront expressément la demande auprès du référent de ce marché, désigné à l'article 4.5 du présent CCAP, durant la passation du marché.

### 6.2 Transmission d'informations

Six (6) mois avant la fin du marché, le **Titulaire** sera dans l'obligation de transmettre les diverses informations concernant le personnel (masse salarial, nombre de salariés, nature des contrats,

avantages, anciennetés, qualifications...) au pouvoir adjudicateur.

Le **Titulaire** sera également dans l'obligation de transmettre ces informations, au cours de l'exécution du marché, sur demande expresse du pouvoir adjudicateur.

En cas de non-respect, il sera fait application de l'article « Pénalités » du présent CCAP.

## **ARTICLE 7. REGLEMENTATION**

### **7.1 Obligation de confidentialité**

Le **Titulaire** et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du **Titulaire** ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le personnel du **Titulaire** est donc tenu de ne pas divulguer à qui que ce soit et sous quelque forme que ce soient des informations, renseignements, documents dont il a ou aurait pu avoir connaissance dans l'exécution des prestations sans un accord préalable écrit de l'administration.

Le cas échéant, le **Titulaire** doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

### **7.2 Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre



- garantir leur confidentialité
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL

Le cas échéant, le **Titulaire** doit informer ses sous-traitants des obligations de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

### **7.3 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail**

Les obligations qui s'imposent au **Titulaire** sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail en vigueur en France. Il est également tenu au respect des dispositions des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements nationaux.

Le **Titulaire** peut demander au pouvoir adjudicateur, du fait des conditions particulières d'exécution du marché, de transmettre, avec son avis, les demandes de dérogation prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Le **Titulaire** avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

### **7.4 Mesures d'ordre social – Application du droit du travail**

Le **Titulaire** respectera le cadre fixé par la réglementation en vigueur concernant l'emploi de personnels de nationalité étrangère.

Il s'engage à vérifier que les personnels sont compétents pour le travail demandé.

Le **Titulaire** s'engage à présenter des personnels ayant subi les contrôles de la Médecine du Travail.

Le **Titulaire** est tenu de se conformer à la réglementation en vigueur en matière de conditions de travail ainsi qu'en matière de salaires, indemnités et primes de toute nature, sans que cette obligation entraîne une modification des prix du marché.

### **7.5 Sous-traitance**

Le Titulaire du marché est tenu d'effectuer une partie substantielle des prestations de celui-ci.

Toutefois, le Titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours d'exécution selon les modalités définies aux articles R.21933, R.21934 du Code de la Commande Publique et à l'article 3.6 du CCAG FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le Titulaire devra joindre, en sus du projet, les mêmes pièces de candidature que le Titulaire à l'exception du formulaire DC1.

Le Titulaire demeure le seul interlocuteur et le seul responsable vis-à-vis de l'administration.

Il assume donc entièrement seul, pendant la durée du marché, devant l'administration comme devant tous tiers, l'entière responsabilité liée à l'exécution des prestations.

#### **7.6 Force majeure**

Est considéré comme cas de force majeure au sens du présent marché tout événement imprévisible, irrésistible et extérieur à la volonté de l'une des parties et considéré comme tel par les tribunaux.

Tout événement de ce type entraîne pour les parties l'obligation de se concerter afin de tenter de poursuivre au mieux l'exécution du présent marché. Si cela s'avère impossible, les parties se rencontreront pour décider d'un commun accord, par exemple de la suspension ou la résiliation de celui-ci.

Si l'établissement était dans l'obligation de fermer, dans le cas où pour raisons sanitaires ou de sécurité, et notamment en période d'état d'urgence légalement déclaré par le gouvernement (ex : pandémie de type Covid 19), le présent marché public serait suspendu. Aucune prestation ne saurait alors être facturée.

#### **7.7 Clause de non-exclusivité**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire réaliser certaines prestations, similaires à celles prévues dans le présent marché par des tiers, si le **Titulaire** n'est pas en mesure de répondre à une demande exceptionnelle et spécifique.

#### **7.8 Responsabilité du Titulaire**

Le **Titulaire** est responsable de tout accident ou dommage que l'exécution des prestations prévus au présent marché ou que son personnel, pourrait causer.

Il sera tenu pour responsable de tout dommage (notamment dégradation volontaire ou par négligence) qui pourrait survenir à la suite d'un défaut d'entretien des matériels. En cas de dommage il sera fait application de l'article « Pénalités » du présent CCAP.

### **ARTICLE 8 CONDITIONS RELATIVES AU MARCHE**



Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG /FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE), ses annexes, notamment financières (DPGF / BPU);
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) comprenant 1 annexe (pénalités) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes (n°1 et n°2) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG – FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et publié au JORF n°0078 du 01 avril 2021 ;
- le mémoire technique remis par le prestataire à l'appui de son offre ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications éventuelles, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- le plan d'assurance qualité (PAQ) QUALIPROPE, par exemple, après son approbation par le pouvoir adjudicateur ;
- la note portant sur la clause environnementale.

En cas de non-conformité ou de divergence d'interprétation entre les stipulations des pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

En ce qui concerne l'AE, le CCAP et le CCTP, seul l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait foi.

Par ailleurs, ces documents (AE, CCAP, CCTP) prévalent sur leurs annexes éventuelles en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

Le **Titulaire** respecte par ailleurs l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, recommandations et textes d'application de toute nature (à vocation européenne, nationale ou locale) et les règles de l'art pour les domaines d'activités concernés en vigueur.

Le **Titulaire** ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance de ces textes.

## ARTICLE 9. PRIX



### 9.1 Forme du prix

Le présent marché est traité à prix global et forfaitaire et à prix unitaires. L'essentiel des prestations est rémunéré par un prix global et forfaitaire.

Les prix devront être obligatoirement renseignés dans l'acte d'engagement, dans le Bordereau des prix unitaires (BPU) et dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Ces prix comprennent toutes les charges fiscales et parafiscales, la main-d'œuvre et les déplacements, et de manière générale, tous les frais afférents à l'exécution du présent marché, sans que la liste en soit exhaustive.

Les prestations ne relevant pas d'une logique de prix forfaitaire font l'objet de bons de commande sur bordereau de prix unitaires (BPU). Il n'est prévu ni minimum ni maximum en valeur ou en quantité pour les prestations commandées sur bons de commande.

L'unité monétaire est l'euro.

### 9.2 Prestations forfaitaires

Le forfait comprend les prestations énumérées à l'article 1 du présent CCAP.

Les devis comme les factures font clairement apparaître le détail des prestations et des tarifs.

Les prestations décrites dans le CCTP et ses annexes font l'objet d'une décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) annexée à l'acte d'engagement.

La gestion du stock est assurée par le **Titulaire**, il l'adapte en nature et volume pour répondre à tout moment à son obligation de résultat.

### 9.3 Prestations unitaires

Les prix unitaires concernent des prestations concernant principalement des services de renfort pour faire face à des situations ponctuelles programmées (article 1.1 du présent CCAP)

#### **9.4 Contenu des prix**

Le prix du marché est exprimé hors TVA (HT) et toutes taxes comprises (TTC).

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

#### **9.5 Variation dans les prix**

Les prix sont fermes et non actualisables.

#### **9.6 Prestations à bons de commande**

Les prestations à bons de commande sont celles contenues dans le BPU ou sur devis pour ce qui concernant les prestations exceptionnelles hors forfait.

##### **9.6.1 Signature des bons de commande**

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont la directrice de Musée National du Sport ou ses délégataires.

##### **9.6.2. Bons de commande sur BPU**

L'exécution des prestations à prix unitaires se fait par l'émission de bons de commande. Les bons de commande sont émis par la Directrice Générale ou son représentant et peuvent l'être jusqu'au dernier jour de validité du marché ; leur exécution doit être terminée au plus tard 3 mois après la fin du marché.

Tout bon de commande notifié pendant la période de validité du marché doit être exécuté jusqu'à son terme.

Les bons de commande précisent les produits référencés dans le BPU, dont l'exécution est demandée et en détermine les quantités.

Chaque bon de commande précisera :

- Le n° et la date d'établissement du bon de commande ;
- la référence du marché
- la date et le numéro du bon de commande appelé Engagement Juridique (N°EJ).
- l'adresse de facturation ;
- l'identification du prestataire ;
- le service à contacter pour toute information sur la commande ;
- la nature et les quantités des prestations commandées ;
- le lieu d'exécution de la prestation ;
- Le montant du bon de commande par référence au Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- les montants HT et TTC ;
- le montant de la T.V.A.
- toute indication nécessaire à l'exécution de la commande

##### **9.6.3. Bons de commande sur devis**

L'exécution des prestations hors forfait fait l'objet d'une demande de devis au **Titulaire** ou d'une proposition du prestataire.

Sur la base de ce devis, faisant apparaître distinctement le coût des différentes fournitures et celui de

la main d'œuvre, l'administration décide d'émettre ou non un bon de commande au **Titulaire** selon les modalités décrites ci-dessus.

### **9.7 Modalités de règlement et de prix**

Mode de financement : budget de l'établissement public administratif Musée National du Sport

Mode de paiement : Le mode de règlement est le virement.

## **ARTICLE 10. CAUTIONNEMENT ET GARANTIE**

Le **Titulaire** est dispensé de produire un cautionnement et ne subira pas de retenue de garantie.

## **ARTICLE 11. AVANCE**

Sauf renonciation du **Titulaire** indiquée à l'acte d'engagement, une avance lui est accordée en application des dispositions de l'article 87 du code de Commande Publique

Cette avance est remboursée à l'administration dans les conditions prévues à l'article R.21913 et suivants du Code de la Commande Publique.

## **ARTICLE 12. NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCE**

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles L21918 et R.219145 et suivants du code des Code de la Commande Publique.

En cas de sous-traitance, le marché ne peut être nanti ou cédé qu'à hauteur des prestations exécutées par le **Titulaire**.

## **ARTICLE 13. FACTURATION ET PAIEMENT**

### **13.1 Facturation**

L'adresse de facturation est :

**MUSEE NATIONAL DU SPORT**  
Stade Allianz Riviera  
6 Allée Camille Muffat  
06200 NICE

Les paiements sont effectués, après certification du service fait, par virement au compte du **Titulaire** et de ses cotraitants et/ou, le cas échéant, des sous-traitants.

### **13.2 Règlement des prestations incluses dans le forfait**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé à l'entrepreneur **Titulaire** et, le cas échéant, à ses sous-traitants.

Un décompte trimestriel sur mois entier (à partir du 1<sup>er</sup> jour du mois jusqu'au dernier jour) des prestations réalisées pourra être demandé au prestataire. Il ne sera pas accepté de de décompte au prorata du

mois à l'exception du premier décompte (18 novembre au 31 décembre).  
Pour la facturation du forfait, le **Titulaire** devra indiquer la période concernée.

En annexe de chaque facture, le **Titulaire** établit la liste des pièces qu'il a fournies sur la période de facturation et indique pour chacune d'elle son coût. Les factures de ses propres achats pourront être demandées pour justifier ce coût.

### **13.3. Règlement des prestations hors forfait**

Les prestations hors forfait font l'objet de l'envoi au prestataire d'un bon de commande comprenant l'ensemble des renseignements nécessaires à la facturation.

### **13.4. Mentions à porter sur les factures**

Les instructions devront impérativement être respectées.

Les factures sont établies en un original libellé à l'adresse de facturation mentionné sur le bon de commande portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro d'Engagement Juridique (EJ) et l'objet et le numéro du marché ;
- le nom, l'adresse et le numéro de SIRET du **Titulaire** ;
- le numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement (le cas échéant celui des cotraitants) ;
- La désignation des fournitures ou services auxquelles se rapporte la facture et la date de réception
- la date d'établissement et le numéro de la facture ;
- les montants HT et TTC ;
- le taux de TVA appliqué et son montant.

La personne publique se réserve le droit de retourner au **Titulaire** toute facture ne comportant pas ces mentions, et ainsi de suspendre le délai de paiement jusqu'à production d'une demande de paiement conforme aux prescriptions cidessus.

Pour les entreprises établies dans un autre Etat membre de la Communauté européenne, la demande de paiement est établie pour un montant hors taxe avec le numéro de TVA intracommunautaire du Musée National du Sport. Le montant de l'engagement s'entend cependant TTC.

### **13.5. Modalités de transmission des factures**

**Dans le cadre de la dématérialisation des factures, la transmission des factures via le portail Chorus Pro est obligatoire.**

Le portail est accessible au lien suivant :

<https://choruspro.gouv.fr>.

Les fournisseurs pourront suivre via Chorus Pro le cycle de vie de leur facture : déposée, en cours d'acheminement vers le destinataire, mise à la disposition du destinataire, rejetée, suspendue, mise à la disposition du comptable, mise en paiement.

### **13.6. Délai global de paiement**

Le règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et par virement administratif émis par le comptable assignataire, en créditant le compte ouvert au nom du **Titulaire** précisé à l'acte d'engagement.

#### 13.6.1 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

#### 13.6.2 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L219310 à L219314 et R219310 à R219316 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du **Titulaire** sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le **Titulaire** qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

### 13.7. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 219232 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## **ARTICLE 14. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE**



### 14.1 Conditions d'exécution des prestations

La description détaillée des prestations est indiquée dans le CCTP et ses annexes.

Les prestations seront réalisées dans les conditions, modalités et délais définis par le CCTP et ses annexes.

### 14.2 Désignation d'une « personne ressource »

Le **Titulaire** met en place un responsable de site. Le pouvoir adjudicateur exige du **Titulaire**, le nom et les coordonnées professionnelles de cette personne. Si celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir sa mission le **Titulaire** doit en aviser immédiatement la personne en charge du marché au sein du pouvoir adjudicateur. A ce titre l'obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres sans délai, comme indiqué dans le CCTP (article 3.2.1.).

Ce changement ne donnera pas lieu à un avenant.

### 14.3. Modalités de computation des délais d'exécution des prestations

Tout délai mentionné au marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est

produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à minuit le dernier jour du délai.

Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour de ce mois, à minuit.

#### **14.4 Stipulations relatives à l'organisation et aux conditions de travail**

Les prestations sont réalisées dans le respect des règles de l'art, des réglementations en vigueur et notamment celles relatives à la protection des biens et des personnes dans le cadre d'un établissement recevant du public.

Le **Titulaire** s'engage à ne pas contrevenir à la réglementation du travail, sous peine de résiliation du marché à ses torts, sans indemnité conformément aux stipulations de l'article 32 du CCAG FCS.

#### **14.5. Encadrement du personnel**

Le **Titulaire** nomme à compter de la notification du marché un responsable chargé de superviser l'exécution de toutes les prestations du marché, d'encadrer les intervenants et désigné comme l'interlocuteur permanent du donneur d'ordres.

Le responsable est présenté à l'agrément de l'administration et se rend à toutes ses convocations.

#### **14.6. Changements dans le personnel**

Le prestataire s'engage à limiter la rotation et à maintenir une équipe stable actuellement composée de 6 (six) d'agents titulaires et formés sur le site. Tout changement dans cette liste devra être dûment justifié, notamment par le départ d'un agent.

Si l'administration n'est pas satisfaite de la performance d'un des membres du personnel (encadrement ou exécution), le **Titulaire** doit, sur demande motivée de l'administration, fournir immédiatement un remplaçant dont les qualifications et l'expérience sont au moins égales à celles de la personne à remplacer.

Le **Titulaire** ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de ces changements.

De même, tout changement dans le personnel d'exécution du **Titulaire** est signalé à l'administration dans la semaine qui suit l'affectation du nouvel agent.

Le **Titulaire** est soumis aux obligations résultant des lois et règlements en vigueur relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail.

### **ARTICLE 15. PLAN DE PREVENTION HYGIENE ET SECURITE**

#### **15.1. Plan de prévention**

Le **Titulaire** et le représentant de l'administration procèdent avant le commencement des prestations



à une inspection commune du site et à une information réciproque sur les risques particuliers encourus et les mesures de prévention envisagées. Cette information fait l'objet d'un procès-verbal. Le **Titulaire** est tenu aux mêmes obligations avec sous-traitants. Les dispositions sont énoncées à l'article 9 du CCTP

### **15.2. Protocole de sécurité**

En prévision d'opérations de chargement et de déchargement exécutées par des entreprises extérieures, le **Titulaire** établit et soumet à l'agrément de l'administration un « protocole de sécurité » qui remplace le plan de prévention (articles R.45154 et s. du code du Travail issus du décret n°2008244 du 7 mars 2008).

Les dispositions sont énoncées à l'article 9 du CCTP

## **ARTICLE 16. DEVELOPPEMENT DURABLE – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Le candidat fournira une note précisant l'intégration des considérations environnementales.

En effet, le **Titulaire** devra veiller à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

- Les produits et matériels utilisés se doivent d'être conformes aux normes en vigueur dans la profession bénéficiant de labels qualitatifs correspondant à une démarche environnementale responsable.

Le choix des matériaux utilisés dans le cadre des interventions devra être orienté au maximum sur des produits tendant vers une démarche écologique responsable.

Le recyclage des composants déposés, emballages et déchets devra être privilégié.

Le matériel utilisé devra correspondre aux travaux exigés dans le BPU.

- Traitement des déchets

La réglementation relative au traitement des déchets devra être très strictement respectée. De plus, les déchets sont à déposer en des points adaptés pour être recyclés par catégorie et à minima :

- Déchets organiques ;
- Déchets inertes ;
- Emballages.

Le Musée National du Sport dispose de bennes spécifiques qui pourront être utilisées pour les dépôts de déchets.

- Dans le cadre de l'exécution des prestations, le **Titulaire** prend des mesures pour limiter autant que possible, les émissions de CO2.

## **ARTICLE 17. SECURITE DES BIENS ET DES MATERIELS**

### **17.1. Sécurité des biens**

Le **Titulaire** prend toutes les précautions nécessaires pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements, machines... ne soit pas altéré par les opérations de nettoyage.

### **17.2. Sécurité des matériels**

Les matériels, appartenant au **Titulaire** ou mis à sa disposition par l'administration pour l'exécution

de ses prestations, comme les nacelles fixes de nettoyage des façades par exemple, doivent être tenus en bon état de marche et sont régulièrement contrôlés. Ils doivent rester ou être rendus conformes aux règles de sécurité en vigueur.

### **17.3. Procédures en cas de sinistre**

Le **Titulaire** remet à l'administration, **dans les trois mois** suivant la notification de son marché, un plan d'action en cas de survenance de sinistre. Ce document est mis à jour autant que de besoin pour tenir compte de l'évolution des événements survenus ou des nouvelles dispositions mises en place par l'administration.

En cas de sinistre le **Titulaire** a notamment la responsabilité :

- de déclencher toutes les actions nécessaires et immédiates de sauvegarde des biens et des personnes ;
- de mettre en œuvre tous les moyens utiles de secours et/ou de remplacement ;
- de rendre compte à l'administration ;
- et sur ordre de mettre en œuvre les procédures de gestion de crise.

Les documents relatifs à la sécurité des personnes et des biens qui doivent être remis par le **Titulaire** sont détaillés dans le CCTP.

Sur demande de l'administration, le **Titulaire** participe à l'élaboration d'un plan de continuation d'activités.

## **ARTICLE 18. SERVICE MINIMAL EN CAS D'ARRET DE TRAVAIL**

En cas d'arrêt de travail de son personnel (grève, maladie, notamment), le **Titulaire** devra assurer les prestations indispensables au maintien de la santé et de la sécurité des occupants ainsi que de la sécurité des bâtiments.

En aucun cas l'absence de personnel ne peut justifier un manquement à l'obligation de résultat.

## **ARTICLE 19. PLAN ASSURANCE QUALITE (PAQ)**

Un PAQ est élaboré au démarrage du marché selon les stipulations du CCTP et de ses annexes.

## **ARTICLE 20. OBLIGATION DE CONSEIL ET D'INFORMATION**

Le **Titulaire** du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et d'information, relative aux prestations fournies au pouvoir adjudicateur. Dans l'hypothèse où le **Titulaire** n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le **Titulaire** est tenu de signaler au pouvoir adjudicateur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Le **Titulaire** a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, de dysfonctionnements potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à collaborer avec le **Titulaire** tout au long de l'exécution du marché.

## ARTICLE 21. REUNIONS, COMPTESRENDUS ET RAPPORTS

### 21.1. Réunions de suivi

Le **Titulaire** assiste systématiquement aux réunions de suivi organisées et planifiées par l'administration en vue de vérifier la conformité et la qualité des prestations exécutées, notamment au vu des tableaux de bord. La fréquence des réunions de suivi est mensuelle aux dates fixées par le donneur d'ordres.

Au fur et à mesure de l'exécution des marchés, la fréquence des réunions de suivi peut être adaptée en fonction des besoins du donneur d'ordres.

En outre, des réunions exceptionnelles peuvent être organisées à tout moment sur l'initiative de l'administration ou du **Titulaire**.

### 21.2. Comité de suivi du marché

Un comité de suivi composé du représentant légal de l'entreprise ou de son représentant et du responsable de site ainsi que, pour le Musée National du Sport du référent en charge du marché, est mis en œuvre par l'administration afin de s'assurer de l'exécution et du bon déroulement du marché. Ce comité se réunit à minima deux fois par an, ou plus si le besoin est invoqué par l'une ou l'autre des parties. Il se réunit également en cas de non atteinte du résultat. Lorsque le **Titulaire** y est convoqué, il est tenu de s'y faire représenter par une personne habilitée à engager la société.

Les notes justificatives produites par le **Titulaire** signalant tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations attendues, remises préalablement, sont discutées en comité.

Le **Titulaire** participe aux réunions du conseil de cités en fonction des points inscrits à l'ordre du jour.

Le **Titulaire** fournit tous les 6 mois au donneur d'ordre un rapport, sous format papier ou électronique, de ses activités sur les cités administratives.

Ce rapport comporte au minimum :

- les données des activités de services menées,
- le décompte des prestations réalisées et les plannings d'avancement,
- le suivi budgétaire du marché.

### 21.3. Comptes rendus de réunion

Chaque réunion donne lieu à l'établissement d'un compte-rendu établi par le **Titulaire**. Ce compte rendu mentionne notamment les actions à mener avec un calendrier de réalisation.

Le **Titulaire** doit rendre compte à l'administration de la réalisation ou de l'état d'avancement des dites actions dans les cinq jours ouvrés suivant la date d'échéance.

## ARTICLE 22. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

La réalisation de chaque prestation fait l'objet de vérifications et décisions distinctes.

### 22.1 Opérations de vérification

Les opérations de vérification quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux

dispositions du chapitre 5 du CCAG FCS.

## **22.2 Décision**

La décision sera prononcée par le pouvoir adjudicateur conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG FCS.

L'application des pénalités prévues à l'annexe 1 du présent CCAP peut aussi être engagée.

## **ARTICLE 23. PENALITES**

### **23.1. Définition des pénalités**

Les pénalités sont appliquées dans les cas d'indisponibilité des équipements et installations et en cas de retard dans l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, les retards d'exécution sont sanctionnés par des pénalités forfaitaires, indiquées dans l'annexe 1 du CCAP. Le calcul est effectué par l'administration.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAGFCS, le **Titulaire** n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

## **ARTICLE 24. PROPRIETE INTELLECTUELLE DES RESULTATS DU MARCHE**

L'administration peut librement utiliser l'ensemble des résultats même partiels des prestations issues de la Gestion de Maintenance Assistée par ordinateur (GMAO), exécutées dans le cadre du marché.

En fin de marché les données devant être transférées sont les informations essentielles permettant la reprise des prestations, notamment :

- les plannings de maintenance
- le suivi des prestations en cours (création et suivi)
- l'accès en détail aux bons d'intervention

En contrepartie du règlement des prix mentionnés dans l'acte d'engagement, le **Titulaire** cède à l'administration l'ensemble des droits patrimoniaux dans le monde et ce pour la durée prévue aux articles L.1231 et suivants du code la propriété intellectuelle.

Ces droits comprennent :

- le droit d'adapter et de faire adapter, de reproduire et de faire reproduire les éléments livrés et/ou produits dans le cadre du marché ;
- le droit de représenter et de diffuser en interne lesdits éléments par tous moyens de diffusion ;
- le droit de communiquer à des tiers l'ensemble de ces éléments, notamment les dossiers d'études, rapports, documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du marché ;
- le droit de faire exécuter des services conformes aux éléments livrés et/ou exécutés ou à des suites de ces éléments sans que le **Titulaire** puisse prétendre à toute revendication.

Le **Titulaire** garantit à la personne publique l'exercice paisible des droits cédés. A ce titre il s'engage à intervenir contre toute revendication effectuée par un tiers à quelque titre que ce soit et à procéder

à tout remplacement en cas de blocage ou d'interdiction d'utiliser ou d'exploiter.

Le **Titulaire** garantit notamment la personne publique contre toute action en contrefaçon et en conséquence prend à sa charge tous dommages et intérêts auxquels pourrait être condamnée la personne publique par une décision de justice devenue définitive ayant pour base la démonstration d'une contrefaçon du droit d'auteur.

## ARTICLE 25. CHANGEMENTS AFFECTANT L'OPERATEUR ECONOMIQUE



Durant la période de validité du marché, le **Titulaire** est tenu de communiquer à l'administration tout acte modifiant ou complétant les statuts de sa société.

S'il néglige de se conformer à cette obligation, l'administration ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications figurant dans les actes constitutifs du marché, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont le pouvoir adjudicateur n'aurait pas été informé.

## ARTICLE 26. RESPONSABILITE ET ASSURANCES



Le **Titulaire** du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est responsable de l'ensemble des dommages qui pourraient être causés à toutes personnes ou à tous biens, appartenant à l'administration ou à des tiers notamment le public, du fait de sa présence dans les locaux.

L'administration est dégagée de toute responsabilité pour toute disparition ou détérioration des matériels ou de marchandises appartenant au **Titulaire** et entreposés pour l'exécution des prestations objet du présent marché.

Conformément à l'article 9 du CCAGFCS, le **Titulaire** doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le **Titulaire** doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est **Titulaire** de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le **Titulaire** doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Il sera en outre stipulé dans les polices d'assurances, que les compagnies d'assurances ne pourront se prévaloir de déchéance pour retard dans le paiement des primes de la part du **Titulaire** qu'un mois après la notification par lettre recommandée à l'administration de ce défaut de paiement.

L'administration aura alors la faculté de se substituer au **Titulaire** pour effectuer ces paiements sous réserve de son recours contre ledit **Titulaire**.

Le **Titulaire** se substitue à éventuels ses sous-traitants en cas de couverture d'assurance insuffisante de leur part.

## ARTICLE 27. LANGUE – NOTIFICATION – COMPUTATION DES DELAIS

L'usage de la langue française est obligatoire notamment dans les réunions de travail, les comptes-rendus d'avancement, les courriers, la documentation de référence et de formation, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive.

## ARTICLE 28. FORME DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS

La notification au **Titulaire** des décisions ou communications du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, est faite par tout moyen, notamment dématérialisé ou sur supports électroniques, permettant d'attester la date de réception de la décision ou de la communication. Cette notification est faite à l'adresse indiquée par le **Titulaire** lors de la phase de préparation de l'exécution, ou à défaut à l'adresse du **Titulaire** mentionnée dans l'acte d'engagement.

## ARTICLE 29. RESILIATION DU MARCHE

### 29.1 Résiliation

Les dispositions des articles 38 à 45 du CCAGFCS s'appliquent pour la résiliation du marché.

### 29.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAGFCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le **Titulaire** n'aura droit à aucune indemnité de résiliation.

## ARTICLE 30 DEMOBILISATION

A l'échéance du marché ou sur ordre de l'administration pour les motifs énoncés à l'article précédent, le **Titulaire** met fin aux prestations de service prévues.

## ARTICLE 31. LITIGES ET CONTENTIEUX

Si un différend survient à l'occasion de l'interprétation de l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de le régler à l'amiable préalablement à toute action en justice.

A défaut de solution amiable, la loi française est seule applicable. Le Tribunal Administratif de Nice est seul compétent.

## ARTICLE 32. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

- l'article 4.1 du présent CCAP déroge à l'article 13.1.1. du CCAGFCS relatif au début du délai d'exécution.
- l'article 8 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAGFCS relatif à l'ordre de priorité des pièces.
- l'article 23.1 du présent CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAGFCS relatif aux pénalités de retard.
- l'article 29.2 du présent CCP déroge à l'article 42 du CCAGFCS relatif à la résiliation pour motif d'intérêt général

Fait en un seul original

Lu et accepté  
(Signature et cachet de l'entreprise)